

2 N. XII 2. (10).

[Communiqué au Conseil et
aux Membres de la Société.]

N° officiel: **C. 362. M. 237.** 1936. XII.

Genève, le 14 septembre 1936.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE POUR L'ADOPTION
D'UN STATUT POUR LES REFUGIES PROVENANT D'ALLEMAGNE
(Genève, 2-4 juillet 1936)

ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT
LE STATUT DES REFUGIES PROVENANT D'ALLEMAGNE

Genève, le 4 juillet 1936

LEAGUE OF NATIONS

INTER-GOVERNMENTAL CONFERENCE FOR THE ADOPTION
OF A STATUTE FOR REFUGEES COMING FROM GERMANY
(Geneva, July 2nd-4th, 1936)

PROVISIONAL ARRANGEMENT CONCERNING
THE STATUS OF REFUGEES COMING FROM GERMANY

Geneva, July 4th, 1936

Série de Publications de la Société des Nations

XII. B. BUREAUX INTERNATIONAUX
1936. XII. B. 4.

ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LE STATUT DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE

Les représentants soussignés, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, conviennent, à titre d'arrangement provisoire, d'adopter les dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER. — DÉFINITION DU RÉFUGIÉ PROVENANT D'ALLEMAGNE.

Article premier.

Est considérée pour l'application du présent arrangement comme réfugié provenant d'Allemagne toute personne ayant été établie dans ce pays, qui ne possède pas une autre nationalité que la nationalité allemande et à l'égard de laquelle il est établi qu'en droit ou en fait elle ne jouit pas de la protection du Gouvernement du Reich.

CHAPITRE II. — CERTIFICATS D'IDENTITÉ.

Article 2.

Délivrance et renouvellement.

1. Les gouvernements contractants délivreront aux réfugiés provenant d'Allemagne et séjournant régulièrement sur leur territoire un certificat d'identité conforme au modèle ci-joint (voir annexe) ou tout autre document remplissant le même objet.

A titre transitoire, ce certificat pourra être délivré aux réfugiés qui n'y séjournent pas régulièrement à la date de la mise en vigueur du présent arrangement, s'ils se font connaître dans un délai à déterminer par le gouvernement intéressé.

2. Ce certificat sera délivré aux conditions suivantes :

a) Il ne sera contraire à aucun des lois et règlements régissant le contrôle des étrangers dans l'un des pays auxquels s'applique le présent arrangement.

b) En général, il sera valable pour une année à partir de la date de sa délivrance.

c) Le renouvellement ou la prolongation du certificat sera du ressort du gouvernement qui l'aura délivré, jusqu'à ce que son titulaire ait été à même de s'en faire délivrer un nouveau. Si le réfugié s'établit régulièrement dans un autre pays, l'autorité de ce pays sera tenue de lui délivrer un nouveau certificat.

d) Les consuls spécialement habilités par le pays qui a délivré le certificat auront qualité pour prolonger sa validité pour une période qui généralement ne dépassera pas six mois.

e) Le certificat d'identité sera établi dans la langue du pays qui le délivre, et en français.

f) Les enfants de moins de seize ans seront, le cas échéant, mentionnés dans le certificat de leur (s) parent (s).

g) Les droits à percevoir pour la délivrance des certificats ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux passeports nationaux. Dans le cas de délivrance de certificats aux indigents, il est recommandé de les faire bénéficier d'une gratuité complète.

Article 3.

Effets.

1. Sans préjudice de la faculté de l'Etat de réglementer le droit de résidence, le porteur du certificat aura le droit de circuler sur le territoire du pays où le certificat a été délivré.

2. Le certificat donnera le droit à son titulaire de sortir du pays qui le lui aura délivré et d'y rentrer, pendant la période de validité dudit certificat.

PROVISIONAL ARRANGEMENT CONCERNING THE STATUS OF REFUGEES COMING FROM GERMANY

The undersigned representatives, acting in the name of their respective Governments, agree, as a temporary arrangement, to adopt the following provisions :

CHAPTER I. — DEFINITION OF THE TERM " REFUGEE COMING FROM GERMANY ".

Article 1.

For the purpose of the present Arrangement, the term " refugee coming from Germany " shall be deemed to apply to any person who was settled in that country, who does not possess any nationality other than German nationality, and in respect of whom it is established that in law or in fact he or she does not enjoy the protection of the Government of the Reich.

CHAPTER II. — CERTIFICATES OF IDENTITY.

Article 2.

Issue and Renewal.

1. The Contracting Governments shall issue to refugees coming from Germany and lawfully residing in their territory an identity certificate in conformity with the attached specimen (see Annex), or some other document having the same object.

As a transitory measure, this certificate may be issued to refugees whose residence in the territory on the date of the coming into force of the present Arrangement was irregular, if they report themselves to the authorities within a time-limit to be determined by the Government concerned.

2. The issue of the certificate shall be subject to the following conditions :

(a) It shall not contravene any law or regulation governing the supervision of foreigners in any country to which the present Arrangement applies ;

(b) It shall, in general, be valid for one year as from the date of issue ;

(c) The Government issuing a certificate shall be qualified to renew or extend it until such time as the holder shall have been able to secure the issue of a fresh certificate. If the refugee has become settled in a regular manner in another country, the authority of that country shall be bound to issue a new certificate to him ;

(d) Consuls specially authorised by the country issuing the certificate shall be able to extend its validity for a period which shall not, as a rule, exceed six months ;

(e) The identity certificate shall be made out in the language of the issuing country, and also in French ;

(f) Children under sixteen years of age shall, if necessary, be included in the certificate of their parent(s) ;

(g) The fees for the issue of certificates shall not exceed the lowest tariff applied to national passports. It is recommended that when certificates are issued to destitute persons no charge whatever shall be made.

Article 3.

Effects.

1. Without prejudice to the State's power to regulate the right of residence, the holder of the certificate shall be entitled to move about freely in the territory of the country in which the certificate has been issued.

2. The certificate shall entitle the holder to leave the country which has issued it to him, and to return to that country, during the period of validity of the certificate.

Les gouvernements contractants se réservent la faculté, dans des cas exceptionnels, de limiter par une mention portée sur le certificat, la période pendant laquelle le réfugié pourra rentrer.

3. Les autorités compétentes du pays sur le territoire duquel le réfugié désire se rendre apposeront, si elles sont disposées à l'admettre, un visa sur le certificat d'identité dont il est détenteur.

4. Les pays intermédiaires s'engagent à faciliter la délivrance du visa de transit aux réfugiés ayant obtenu le visa du pays où est le terme du voyage.

5. Les droits afférents à la délivrance de visas, soit d'admission, soit de transit, ne dépasseront pas le tarif le plus bas appliqué aux visas de passeports étrangers. En cas d'indigence, il est recommandé que le réfugié bénéficie pour la délivrance de visas de la gratuité complète.

CHAPITRE III. — MESURES ADMINISTRATIVES

Article 4.

1. Dans tous les cas où le réfugié doit quitter le territoire d'un des pays contractants, un délai utile lui sera accordé pour prendre les arrangements nécessaires.

2. Sans préjudice des mesures d'ordre interne, les réfugiés ayant été autorisés à séjourner dans un pays ne pourront être, de la part des autorités de ce pays, l'objet de mesures d'expulsion et de refoulement qui ne seraient pas dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

3. Même dans le cas susindiqué, les gouvernements s'engagent à ne refouler les réfugiés sur le Reich qu'après avertissement et s'ils ont refusé de prendre les dispositions nécessaires pour se rendre dans un autre pays ou de profiter des arrangements pris pour eux à cet effet. Les certificats d'identité pourront alors être annulés ou retirés.

CHAPITRE IV. — CONDITION JURIDIQUE DES RÉFUGIÉS.

Article 5.

Détermination de la loi régissant le statut personnel du réfugié.

Le statut personnel des réfugiés qui ont conservé leur nationalité d'origine sera déterminé conformément aux règles applicables dans chaque pays aux étrangers qui ont une nationalité. Les réfugiés sans nationalité seront régis par la loi de leur domicile ou, à défaut, par celle de leur résidence, sauf convention antérieure contraire.

Article 6.

Droits acquis sous l'empire de la loi nationale.

Dans les pays où ces questions sont régies par la loi nationale des Parties, les droits acquis sous l'empire de l'ancienne loi nationale du réfugié, notamment résultant du mariage, tels que le régime matrimonial, la capacité de la femme mariée, etc., seront respectés sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de leur domicile, ou à défaut, par la loi de leur résidence, s'il y a lieu.

Article 7.

Aptitude à ester en justice.

1. Les réfugiés auront, dans le territoire des pays auxquels s'applique le présent arrangement, libre et facile accès devant les tribunaux.

2. Dans les pays où ils ont leur domicile ou leur résidence régulière, ils jouiront, sous ce rapport, sauf les exceptions formellement établies par la loi, des mêmes droits et privilèges que les nationaux. Ils seront dans les mêmes conditions admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et exemptés de la caution *judicatum solvi*.

The Contracting Governments reserve the right, in exceptional cases, to limit the period during which the refugee may return, such limitation being noted on the certificate.

3. The competent authorities of the country to whose territory the refugee desires to proceed, shall visa the identity certificate of which he is the holder, if they are prepared to admit him.

4. The intermediate countries undertake to grant facilities for the issue of transit visas to refugees who have obtained visas from the country of final destination.

5. The fees for the issue of admission or transit visas shall not exceed the lowest tariff for visas on foreign passports. It is recommended that when visas are issued to destitute refugees no charge whatever shall be made.

CHAPTER III. — ADMINISTRATIVE MEASURES.

Article 4.

1. In every case in which a refugee is required to leave the territory of one of the contracting countries, he shall be granted a suitable period to make the necessary arrangements.

2. Without prejudice to the measures which may be taken within the country, refugees who have been authorised to reside in a country may not be subjected by the authorities of that country to measures of expulsion or be sent back across the frontier unless such measures are dictated by reasons of national security or public order.

3. Even in this last-mentioned case the Governments undertake that refugees shall not be sent back across the frontier of the Reich unless they have been warned and have refused to make the necessary arrangements to proceed to another country or to take advantage of the arrangements made for them with that object.

In such case the identity certificates may be cancelled or withdrawn.

CHAPTER IV. — LEGAL STANDING OF REFUGEES.

Article 5.

Determination of the Law governing the Personal Status of Refugees.

The personal status of refugees who have retained their original nationality shall be governed by the rules applicable in the country concerned to foreigners possessing a nationality. Save as otherwise previously provided by treaty, the personal status of refugees having no nationality shall be governed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence.

Article 6.

Rights acquired under the National Law.

In countries where these matters are governed by the national law of the parties, rights acquired under the former national law of the refugee, for instance rights resulting from marriage, such as the matrimonial regime, the legal capacity of married women, etc., shall be respected, subject to compliance with the formalities prescribed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence, if this be necessary.

Article 7.

Right to appear before the Courts as Plaintiff or Defendant.

1. Refugees shall have in the territories of the countries to which the present Arrangement applies free and ready access to the courts of law.

2. In the countries in which they have their domicile or regular residence, they shall enjoy in this respect, save where otherwise expressly provided by law, the same rights and privileges as nationals. They shall on the same conditions enjoy the benefit of legal assistance and be exempt from *cautio judicatum solvi*.

CHAPITRE V. — CLAUSES FINALES.

Article 8.

Le présent arrangement, rédigé en français et en anglais, portera la date de ce jour. Il pourra être signé au nom du gouvernement de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué une copie à cet effet.

Article 9.

Le Secrétaire général notifiera les signatures reçues à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article précédent, en indiquant la date à laquelle la signature aura été reçue.

Article 10.

1. Le présent arrangement entrera en vigueur trente jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu des signatures au nom d'au moins deux gouvernements.

2. A l'égard de chacun des gouvernements au nom desquels une signature sera ultérieurement déposée, le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour après la date de ce dépôt.

3. L'arrangement sera enregistré le jour de son entrée en vigueur par les soins du Secrétaire général.

Article 11.

1. Le présent arrangement pourra être dénoncé à tout moment.

2. La dénonciation s'effectuera par une notification écrite adressée au Secrétaire général, qui informera tous les Membres de la Société, et les Etats non membres visés à l'article 8, de chaque notification ainsi que de la date de sa réception.

3. La dénonciation prendra effet quarante-cinq jours après la réception de la notification.

Article 12.

1. Chacun des gouvernements peut déclarer au moment de la signature que, par son acceptation du présent arrangement, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, le présent arrangement ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacun des gouvernements pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification trente jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général.

3. Chacun des gouvernements contractants peut, à tout moment, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent arrangement pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, l'arrangement cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration quarante-cinq jours après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général.

Article 13.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 8, les déclarations et notifications reçues en vertu des articles 11 et 12, ainsi que les dates de leur réception.

Article 14.

Les gouvernements peuvent, au moment de la signature, formuler des réserves.

A tout moment les Parties contractantes auront la faculté de retirer tout ou partie de leurs réserves ou d'en formuler de nouvelles au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Ladite déclaration prendra effet un mois après la réception. Le Secrétaire général donnera communication de ladite déclaration à tous les Etats membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 8, en spécifiant la date de la réception,

CHAPTER V. — FINAL CLAUSES.

Article 8.

The present Arrangement, which is drawn up in French and English, shall bear this day's date. It may be signed on behalf of the Government of any Member of the League of Nations or of any non-Member State to which the Council of the League shall have communicated a copy for that purpose.

Article 9.

The Secretary-General shall give notice of the signatures received to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in the preceding Article, mentioning the date on which the signature was received.

Article 10.

1. This Arrangement shall come into force thirty days after the Secretary-General of the League of Nations shall have received signatures on behalf of at least two Governments.

2. In respect of each of the Governments on whose behalf a signature is subsequently deposited, this Arrangement shall come into force on the thirtieth day after the date of such deposit.

3. The Arrangement shall be registered by the Secretary-General on the day of its entry into force.

Article 11.

1. This Arrangement may be denounced at any time.

2. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General, who will inform all the Members of the League and the non-Member States referred to in Article 8 of each notification and of the date of the receipt thereof.

3. The denunciation shall take effect forty-five days after the receipt of the notification.

Article 12.

1. Any Government may declare, at the time of signature, that in accepting this Arrangement it is not assuming any obligation in respect of all or any of its colonies, protectorates, overseas territories or the territories under its suzerainty, or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it; this Arrangement shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

2. Any Government may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that it desires this Arrangement to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Arrangement shall, in that case, apply to all the territories named in such notification thirty days after the receipt thereof by the Secretary-General.

3. Any Contracting Government may at any time declare that it desires this Arrangement to cease to apply to all or any of its colonies, protectorates, overseas territories or the territories under its suzerainty, or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it; the Arrangement shall in that case cease to apply to the territories named in such declaration forty-five days after the receipt thereof by the Secretary-General.

Article 13.

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League and to non-Member States referred to in Article 8, the declarations and notifications received in virtue of Articles 11 and 12, together with the dates of the receipt thereof.

Article 14.

The Governments may make reservations at the moment of signature.

The Contracting Parties shall have the right at any moment to withdraw all or some of their reservations or to make further reservations by means of a declaration addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such declaration shall come into effect one month after its receipt. The Secretary-General shall communicate such declaration to all the States Members of the League and to the non-Member States referred to in Article 8, specifying the date of receipt.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au présent Arrangement.

IN FAITH WHEREOF the undersigned have affixed their signatures to the present Arrangement.

FAIT à Genève, le quatre juillet mil neuf cent trente-six, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 8.

DONE at Geneva the fourth day of July, one thousand nine hundred and thirty-six, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and certified true copies of which shall be transmitted to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in Article 8.

BELGIQUE

BELGIUM

Par application de l'article 12, alinéa 1^{er}, le Gouvernement belge en acceptant le présent arrangement, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne la colonie du Congo, les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi ou tout autre territoire prévu audit article 12, al. 1^{er}.¹

Ad referendum

R. BEKAERT

DANEMARK

DENMARK

William BORBERG

KRARUP

FRANCE

FRANCE

Le Gouvernement français par son acceptation du présent Arrangement n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté et territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.²

Jean LONGUET

NORVÈGE

NORWAY

Ad referendum

Michael HANSSON

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ In application of Article 12, paragraph 1, the Belgian Government, in accepting the present Arrangement, does not intend to assume any obligation in regard to the colony of the Congo, the mandated territories of Ruanda Urundi or any other territory provided in the said Article 12, paragraph 1.

² The French Government, by its acceptance of the present Arrangement, does not intend to assume any obligation in regard to any of its colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty and territories for which a mandate has been entrusted to it.

PAYS-BAS

THE NETHERLANDS

Ad referendum

Pour le Royaume en Europe.¹

C. VAN RAPPARD

SUISSE

SWITZERLAND

Ad referendum

Heinrich ROTHMUND

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique
du Secrétariat.*

*Legal Adviser
of the Secretariat.*

Annexe à l'Arrangement

CERTIFICAT D'IDENTITÉ DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE

(Valable pour un an)

Certificat délivré conformément à l'Arrangement intergouvernemental
en date du 4 juillet 1936.

Ce certificat est délivré à seule fin de fournir aux réfugiés provenant d'Allemagne une pièce d'identité pouvant tenir lieu de passeport provisoire. Il ne préjuge pas la nationalité du porteur et est sans effet sur celle-ci.

Après l'expiration de sa validité, le certificat doit être renvoyé à l'autorité qui l'a délivré.

Autorité délivrant le certificat : Lieu de délivrance du certificat : N°.....
..... Date.....

CERTIFICAT D'IDENTITÉ

Valable jusqu'à

Sauf disposition spéciale contraire, le présent certificat permet au porteur, pendant la durée de sa validité, de retourner dans le pays qui l'a délivré. Il cessera d'être valable si le porteur pénètre sur le territoire allemand.

Nom
Prénoms
Date de naissance.....
Lieu de naissance.....
Nom et prénoms du père
Nom et prénoms de la mère
Nom du conjoint
Noms des enfants.....
Nationalité
Occupation
Ancien domicile
Résidence actuelle.....

SIGNALEMENT

Age
Cheveux
Yeux
Visage
Nez
Taille
Signes particuliers.....

Photographies
(Timbre)

Signature de l'intéressé :

Remarques :

.....
.....

Le soussigné certifie que la photographie et la signature ci-contre sont celles du porteur de la présente pièce.

Signature de l'autorité qui délivre
le certificat :

.....

Ce passeport expire le..... 19.....

Renouvellements :

Visas :

Translation by the Secretariat of the League of Nations.

Annex to the Arrangement

IDENTITY CERTIFICATE FOR REFUGEES COMING FROM GERMANY

(Valid for One Year)

Certificate issued in accordance with the Inter-Governmental Arrangement of July 4th, 1936.

The present certificate is issued for the sole purpose of providing refugees from Germany with identity papers to take the place of a provisional passport. It is without prejudice to and in no way affects the holder's nationality.

On the expiration of its validity, the present certificate must be returned to the issuing authority.

Authority issuing the certificate : Place of issue of the certificate : No.....
..... Date.....

IDENTITY CERTIFICATE

Valid until.....

Failing express provision to the contrary, the present certificate entitles its holder to return to the country by which it was issued during the period for which it is valid. It shall cease to be valid if the holder enters German territory.

Surname.....
Forenames
Date of birth.....
Place of birth.....
Surname and forenames of father.....
Surname and forenames of mother.....
Name of wife (husband).....
Names of children.....
Nationality.....
Occupation.....
Former address.....
Present address.....

DESCRIPTION

Age.....
Hair.....
Eyes.....
Face.....
Nose.....
Height.....
Distinguishing marks.....

(Photographs)
(Stamp)

Signature of holder :

Remarks :
.....
.....

The undersigned certifies that the photograph and signature hereon are those of the holder of this certificate.

Signature of issuing authority :
.....

This passport expires on..... 19.....

Renewals :

Visas :

